

23 février 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION D'UN DÉBAT ORGANISÉ PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES.

Mesdames Messieurs les Présidents, Mesdames Messieurs les Premiers ministres, Monsieur le Secrétaire général des Nations unies, Mesdames Messieurs et chers amis, je tiens d'abord à remercier le Premier ministre Boris JOHNSON et le Royaume-Uni d'organiser avec le Secrétaire général cette réunion et de nous accueillir pour la COP 26 à Glasgow cette année. Je pense qu'on a tous clairement en tête l'importance de cet agenda alors même que dans quelques semaines les États-Unis d'Amérique organiseront un sommet important, le 22 avril, et je salue John KERRY que j'aperçois à l'écran qui fut sur les fonts baptismaux de l'accord de Paris et, si je puis dire, un résistant durant les 4 années qui viennent de s'écouler. Et donc nous sommes tous heureux de retrouver pleinement les États-Unis d'Amérique autour de la table. J'ai 3 messages tout simples à partager avec vous qui sont en ligne, avec tout ce qui vient d'être dit.

Le premier c'est que très clairement nous avons pu établir ces dernières années que la lutte contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement est clairement une question de paix et de sécurité à part entière. Je ne reviens pas sur tout l'agenda suivi des accords de Paris et ce que nous discuterons sans doute en virtuel le 22 avril puis à Glasgow et les objectifs qui sont les nôtres à l'égard des générations actuelles et futures. Mais très clairement, le lien entre climat et sécurité, s'il est complexe, est indéniable, en quelque sorte inexorable et au-delà même de ce qui peut être écrit.

Sur les 20 pays les plus touchés par les conflits dans le monde, 12 font également partie des pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. Dans le Pacifique et à défaut d'action résolue d'adaptation, les habitants de certaines îles n'auront d'autre choix que de quitter leurs terres. Et nous avons appris ces dernières années combien les conséquences des désertifications, de la réduction des réserves halieutiques comme des possibilités d'établir des cultures stables conduisaient à des conflits. La zone du lac Tchad en est la parfaite illustration, qui a subi des migrations et une large partie de la conflictualité, au-delà du fait terroriste islamiste, a été nourrie par des migrations forcées par le changement climatique. Il en est de même du succès de Boko Haram dans la région et du changement d'usage de certaines terres dans le Nord-Est nigérian. Donc très clairement, nous voyons les conséquences dans ces zones d'un agenda climatique non maîtrisé sur l'insécurité et en quelque sorte sur la naissance de nouveaux conflits mais aussi sur un agenda, et je sais combien il tient à cœur à notre Secrétaire général António GUTERRES, celui des déplacements de populations, des migrations subies et donc des réfugiés.

Les réfugiés climatiques sont de plus en plus nombreux. Les réfugiés climatiques sont en train aujourd'hui de devenir les premières cibles de la pandémie et de la crise alimentaire. Et nous voyons bien, en quelque sorte, le cumul de tous ces agendas. Et très clairement, un échec sur le front du climat saperait les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix. C'est pourquoi je soutiens totalement l'initiative de saisir ces enjeux au niveau du Conseil de sécurité dans le cadre de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationale. L'action du Conseil doit être guidée par la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique sur les populations et ses conséquences sur le développement des conflits. Cette action peut être conduite dans le cadre d'une diplomatie climatique multilatérale efficace, et en nous dotant aussi d'une palette d'outils à disposition. Après un événement climatique extrême, il faudra des mesures d'urgence qui sont humanitaires pour sauver des vies, assurer la sécurité, fournir aussi des moyens d'une reconstruction durable. Et dans d'autres cas, il faudra aider les communautés à s'adapter face à la montée inéluctable des eaux, la dégradation des sols.

Il faudra aussi anticiper en dotant, par exemple, les petits producteurs de mécanismes d'assurance pour leur permettre de redémarrer une activité économique. Et donc on le voit bien, c'est un agenda à structurer, un agenda de prévention et d'efficacité, qui justifie d'une part qu'il soit saisi au niveau du Conseil de sécurité, d'autre part qui justifie pleinement que nous puissions soutenir la nomination d'un ou d'une envoyée spéciale pour la sécurité climatique pour coordonner tous ces efforts. Je ne verrais que des avantages à ce que le Secrétaire général fasse rapport chaque année au Conseil de sécurité sur l'impact du climat sur la sécurité internationale pour anticiper, alerter, faire des recommandations et nous permettre de jouer notre rôle.

Deuxième remarque, c'est que face à ce multiplicateur de menaces, il nous faut agir efficacement, prendre nos responsabilités chacune et chacun, et en particulier dans trois régions qui me semblent tout spécifiquement vulnérables et où l'agenda multilatéral doit s'articuler avec l'agenda régional et prendre une forme sans doute plus adaptée. Nous le savons, les conséquences du changement climatique sont injustement réparties et nous devons prendre en compte, évidemment, ceci dans nos engagements. Il y a un mois, j'ai plaidé pour que la part de la France justement dans la finance climat dédiée à l'adaptation augmente. La France consacrera 2 milliards par an, soit 1/3 de la finance climat à l'adaptation. Et l'action doit être particulièrement mise sur plusieurs zones.

D'abord l'Afrique. Très clairement, c'est en Afrique, les deux exemples que je citais tout à l'heure l'ont montré que nous avons les conséquences parmi les plus criantes de ce lien climat sécurité. Le 11 janvier dernier, à l'occasion du One Planet Summit dédié à la biodiversité, nous avons lancé un accélérateur de la Grande Muraille verte. La Grande Muraille verte est une initiative qui existe depuis plus de 10 ans aujourd'hui qui regroupe 11 États du Sahel et je salue tous mes amis sahéliens que j'aperçois ici aussi. 11 États du Sahel avec un objectif de restaurer 100 000 000 d'hectares de terres pour l'agriculture et de créer 10 millions d'emplois tout en séquestrant 250 millions de tonnes de carbone, ce qui serait une contribution remarquable de l'Afrique aussi à la lutte contre le réchauffement climatique. Sur cet agenda-là, nous avons décidé de réinvestir, de remettre de la gouvernance et nous le savons bien compte tenu de ce que vivent les pays du Sahel aujourd'hui face à la menace terroriste, nous avons, en accélérant nos réponses pour la biodiversité et contre le réchauffement climatique dans le Sahel, un instrument très concret de la lutte pour le climat et pour la paix. Complètement, joint. Et c'est exactement le même esprit en Afrique qui a animé toutes les initiatives qui ont été prises pour la forêt tropicale. Je vois la Première ministre de Norvège qui est ici et qui, à côté de la Chancelière MERKEL, a joué un rôle fondateur dans cette initiative qui doit continuer de nous animer. Et je pense que c'est exactement cet esprit que nous devons structurer. Et à cet égard, je pense qu'un dialogue accru entre l'Union africaine et les Nations unies serait extrêmement propice à mieux structurer ces instruments et articuler ce débat.

C'est exactement la même méthodologie, il me semble que nous devons retenir au niveau de l'Indopacifique. Nous avons aujourd'hui dans la région Indopacifique, donc Pacifique-Océanie énormément d'États vulnérables. Nous le savons, des États-nations qui, aujourd'hui, auront énormément de mal à s'adapter si nous ne brisons pas le cours du réchauffement et des dérèglements climatiques. Les réponses sont apportées qui sont les conditions à la paix et la stabilité de toute cette région, et nous devons les apporter dans un cadre multilatéral, sinon l'anxiété climatique, les troubles climatiques viendront durcir une situation géopolitique que nous connaissons et seront en quelque sorte les instruments d'une diplomatie de l'adaptation climatique qui créera les guerres des prochaines années, en proposant des repeuplement, en proposant des aménagements à la main de l'un ou l'autre grand État souverain de la région.

Troisième point, c'est l'agenda dans l'Arctique qui sera l'un des enjeux majeurs des prochaines années et qui sera là aussi un enjeu climatique et géopolitique, mariant les réponses qui devront être les nôtres pour prévenir, accompagner le réchauffement qui est aujourd'hui à l'œuvre et éviter les tensions géopolitiques qui sont en train de naître dans cette région. Je voulais insister sur ces trois régions qui sont des théâtres très concrets d'une plus grande ré-implication de la communauté internationale et du besoin des Nations unies et d'un agenda multilatéral pour éviter des conflictualités nouvelles.

Enfin, la bataille contre les fléaux du 21ème siècle doit aussi être le ferment d'une unité retrouvée du Conseil de sécurité. La pandémie nous a montré la réconciliation de la lutte pour la santé mondiale, pour la biodiversité et pour la lutte contre le dérèglement climatique. Je crois qu'il en est de même en y adjoignant les sujets de paix et de sécurité. Nous sommes de plus en plus en train de réunifier ces agendas autour de la protection de l'humain et de créer aussi les voies et moyens d'une reconsolidation en quelque sorte d'un multilatéralisme efficace et d'une nécessité pour les membres permanents comme pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, de coopérer sur cet agenda concret pour les prochaines années, car il en va non pas de conflits régionaux dont on pourrait accepter qu'ils se dégradent – encore que, je pense qu'on ne devrait jamais s'y résoudre – mais il en va de notre santé, de nos vies, de la stabilité de notre planète.

Voilà les trois remarques que je voulais partager avec vous avec une conviction, c'est que le rôle des Nations unies et du conseil sont, sur ce sujet, sans doute encore plus importants aujourd'hui qu'hier et que nous sommes face à une accélération des temps qui, au fond, unifie ces agendas. Et je voulais simplement vous dire combien la France, à vos côtés, y serait profondément engagée.